

PREFECTURE DES CÔTES D'ARMOR

ARRÊTÉ
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement

DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

N°IC 20031458

LA

*Le Préfet des Côtes d'Armor,
Chevalier de la Légion d'honneur,*

- VU le décret N°2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi du 17 juillet 1976 (codifiée au titre I du livre V du Code de l'Environnement) ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU le décret n° 2005-989 du 10 août 2005 paru au Journal Officiel du 13 août 2005 modifiant la nomenclature des installations classées, notamment le relèvement des seuils installations classées pour les bovins et les volailles,
- VU l'arrêté ministériel du 7 juin 2005, fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages avicoles soumis à autorisation sous la rubrique n° 2111 1° de la nomenclature ;
- VU le décret n° 2001-34 du 10 janvier 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2001, modifié le 30 mai 2005, relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral en date du 27 décembre 2004, établissant le 3^{ème} programme d'action à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU l'arrêté préfectoral du 5 février 1992, au titre de l'installation classée pour la protection de l'environnement « GESTIN Yves », relatif à l'exploitation autorisant à KERPERT au lieu-dit « Kerlabourat » d'un élevage avicole de 42000 animaux équivalents (soit 42000 poulets de chair);
- VU la demande présentée le 27 janvier 2003 par l'installation classée « **GESTIN Yves** », sise « Kerlabourat » en KERPERT, en vue de la régularisation administrative d'un élevage avicole autorisé pour un cheptel de 55375 coquelets ou 35200 pintades (soit 55375 animaux-équivalents), ainsi que la mise aux normes du plan d'épandage et la construction d'ouvrage de stockage, à KERPERT au lieu-dit « Kerlabourat » (Section ZM n°8));
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;

- VU** les résultats de l'enquête publique et notamment les conclusions du Commissaire-enquêteur ;
- VU** les délibérations des conseils municipaux de : CANIHUEL (16 septembre 2003), KERPERT (24 septembre 2003), LANRIVAIN (8 septembre 2003), MAGOAR (8 septembre 2003) et SAINT-NICOLAS DU PELEM (22 octobre 2003),
- VU** les avis recueillis lors de l'instruction du dossier ;
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées, en date du 16 juin 2005 ;
- VU** l'avis émis par la Commission départementale compétente en matière d'Environnement, de Risques Sanitaires et Technologiques le 18 novembre 2005 ;
- CONSIDERANT** que le fonctionnement de l'élevage ne paraît pas susceptible d'avoir un impact négatif sur l'environnement article L.514-6 du Code de l'Environnement et qu'en particulier les apports " azotés " ne sont pas supérieurs aux besoins des plantes ; et que les apports en « phosphore » ne paraissent pas susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux
- CONSIDERANT** qu'aux termes des dispositions du Code de l'environnement, notamment l'article L.512-2, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- CONSIDERANT** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- CONSIDERANT** que le pétitionnaire ne respecte pas les distances réglementaires en cours, du fait de l'implantation de l'élevage à moins de 100 mètres des tiers les plus proches;
- CONSIDERANT** que les tiers concernés ont donné leur accord ;
- CONSIDERANT** que l'élevage se situe en zone d'excédent structurel (Z.E.S.), dans le canton de SAINT NICOLAS DU PELEM, dont le seuil d'obligation de traitement est de 17500 UN et le plafond d'épandage 105 ha ;
- CONSIDERANT** que l'exploitation produit 8140,5 UN UN, dont 2678 UN seront mises à la disposition d'un prêteur et 5462,5 UN réparties sur 33,50 ha de terres en propre, soit une charge azotée de 163,06 UN/ha ;
- CONSIDERANT** qu'il n'y a pas de modification de surface et qu'elle a été régulièrement exploitée,
- CONSIDERANT** que l'éleveur souhaite produire 4 bandes de coquelets et une bande de pintades; soit une augmentation des effectifs alors qu'en terme de production d'azote il s'agit d'une diminution de 2378 unités à références techniques identiques,
- CONSIDERANT** que l'éleveur s'est engagé par écrit à diminuer les apports en engrais minéral et que de ce fait les solde du bilan agronomique après engrais passe de 75 unités à 30 unités par hectare de surface potentiellement épandable, ,
- SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

- ARRETE

ARTICLE 1^{ER}

Le pétitionnaire est autorisé, au titre de l'installation classée « GESTIN Yves », à installer et exploiter à « Kerlabourat » (section ZM n°8) en KERPERT, à moins de 100 mètres des tiers les plus proches, conformément aux plans et mémoires annexés à la demande, un élevage avicole de 55 375 animaux équivalents en présence simultanée, répartis comme suit : 55 375 coquelets ou 35 200 pintades sous réserve que la rotation des productions sur les deux poulaillers, permette de limiter la production d'azote à 4 992 unités par an.

Pour l'exploitation de cette installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation sous la rubrique 2111 1° de la nomenclature, le pétitionnaire devra respecter la réglementation en cours, notamment l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 visé ci-dessus, et les prescriptions définies dans les articles ci-après.

ARTICLE 2 -

2.1 l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

2.2 - PRESCRIPTIONS PARTICULIERES CONCERNANT L'ELEVAGE AVICOLE :

2.2.1. - La surface des poulaillers ne devra pas dépasser 2 200 m².

2.2.2. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers seront collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2.3. PRESCRIPTIONS GENERALES DE SECURITE :

2.3 1. - Les matériaux employés pour la construction et la rénovation des bâtiments devront être de catégorie M3 au minimum (c'est à dire moyennement inflammables).

2.3 2. - L'installation électrique devra être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage des combustibles, s'il en existe.

2.3 3. - L'établissement sera doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique). De plus, un tuyau d'arrosage, branché sur une conduite d'eau sous pression, sera installé sur l'aire de fabrication d'engrais organiques et proximité d'une issue.

2.3 4. - Les silos, greniers et autres locaux affectés dans les exploitations agricoles, de façon permanente ou non, au stockage des produits agricoles, ou nécessaires à l'agriculture, devront répondre aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 1977.

2.3 5. - Installer à 300 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible aux engins de lutte contre l'incendie, un poteau ou une borne d'incendie de 100m/m conforme à la norme NFS 61-213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum, ou une réserve d'eau d'une capacité comprise entre 90 et 120 m³ conformément à la circulaire ministérielle n°465 du 10 décembre 1951.

2.4 -EPANDAGE

Les apports en engrais minéral sont limités à 1 573 unités sur la surface potentiellement épandable des terres détenues en propre par le pétitionnaire.

ARTICLE 3 -

Résorption :

2 378 unités par restructuration interne.

ARTICLE 4 -

La présente décision, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de *trois ans* ou reste inexploité pendant plus de *deux années* consécutives.

ARTICLE 5 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession, par lettre accompagnée des justificatifs.

ARTICLE 6 -

Le pétitionnaire est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie de KERPERT pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de KERPERT pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'installation classée « GESTIN Yves ».

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'installation classée « GESTIN Yves » dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 -

La décision préfectorale susvisée du 5 février 1992 est abrogée et remplacée par le présent arrêté.

ARTICLE 9 -

« Délai et voie de recours (article L.514-6 du Code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée ».

ARTICLE 10 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,
Le Maire de KERPERT,
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie sera notifiée au pétitionnaire *pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de CANIHUEL, LANRIVAIN, MAGOAR, ST NICOLAS DU PELEM et ST GILLES PLIGEAUX pour information.*

SAINT-BRIEUC, le
LE PREFET,

13 DEC 2005



Pour le Préfet,
le Secrétaire Général

Jacques MICHELOT